



HIGH LEVEL PANEL for
**A SUSTAINABLE
OCEAN ECONOMY**

Contact :

Lauren Zelin, WRI, lauren.zelin@wri.org, +1 202-729-7736

Kylee Barton, WRI, kylee.barton@wri.org

Paulina Padilla, Ocean Panel, Paulina.padilla@wri.org

Blair Fitzgibbon, blair@blairfitzgibbon.com, +1 202-503-6141

14 dirigeants mondiaux s'engagent en faveur d'une gestion des océans 100 % durable visant à relever les défis mondiaux et appellent d'autres pays à les rejoindre.

Les dirigeants de l'Australie, du Canada, du Chili, des Fidji, du Ghana, de l'Indonésie, de la Jamaïque, du Japon, du Kenya, du Mexique, de la Namibie, de la Norvège, des Palaos et du Portugal s'engagent à gérer de façon durable près de 30 millions de km² de leurs eaux nationales d'ici 2025.

Les dirigeants donnent la priorité à la santé de l'océan dans le programme politique mondial visant à accélérer la reprise économique.

LONDRES (2 décembre 2020)—Le panel de haut niveau sur la construction d'une économie océanique durable (le Panel océanique) a présenté aujourd'hui un nouveau programme d'action maritime, associé à des engagements audacieux et à de nouvelles études. Les 14 dirigeants mondiaux du Panel se sont engagés à gérer durablement l'intégralité de la zone maritime sous leur juridiction nationale d'ici 2025, conformément à des plans océaniques durables. Les pays adopteront une approche holistique de la gestion des océans, combinant la protection, la production et la prospérité de près de 30 millions de km² d'eaux nationales, soit une zone de la superficie de l'Afrique. Le Panel a également exhorté les dirigeants des États côtiers et océaniques du monde entier à s'engager en faveur de l'objectif de 100 % afin que l'intégralité des Zones Économiques Exclusives (ZEE) soit gérée de manière durable d'ici 2030.

Les dirigeants de l'Australie, du Canada, du Chili, des Fidji, du Ghana, de l'Indonésie, de la Jamaïque, du Japon, du Kenya, du Mexique, de la Namibie, du Portugal et ceux de la Norvège et des Palaos, co-présidents du Panel, ont publié aujourd'hui le document [***Transformations for a Sustainable Ocean Economy : A Vision for Protection, Production and Prosperity***](#). Ces dirigeants internationaux comprennent que l'océan est au cœur de la vie sur la terre, des moyens de subsistance des populations et de l'économie, mais ils reconnaissent également que la santé de l'océan est menacée par des pressions telles que la pollution, la surpêche et le changement climatique. C'est pourquoi, il y a deux ans, les membres du Panel ont entrepris d'élaborer un ensemble de recommandations de transformations afin de créer une économie océanique durable qui bénéficierait aux populations partout dans le monde et protégerait efficacement l'océan. Le résultat est un nouveau programme d'action océanique qui, s'il est réalisé, pourrait aider à produire jusqu'à [***6 fois plus de nourriture***](#) à partir de l'océan, générer [***40 fois plus d'énergie renouvelable***](#), sortir des millions de personnes de la pauvreté et contribuer à [***un cinquième des réductions d'émissions de gaz à effet de serre \(GES\)***](#) nécessaires pour maintenir le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C.

« Le bien-être de l'humanité est étroitement lié à la santé de l'océan. L'océan nous nourrit, stabilise le climat et conduit à une plus grande prospérité », a déclaré **Erna Solberg, Première ministre de Norvège et co-présidente du Panel**. « Pendant trop longtemps, nous avons pensé qu'il existait un faux choix entre la protection et la production des océans.



HIGH LEVEL PANEL for
**A SUSTAINABLE
OCEAN ECONOMY**

Plus maintenant. Nous comprenons les opportunités d'action et les risques d'inaction, et nous connaissons les solutions. La construction d'une économie océanique durable est l'une des plus grandes opportunités de notre époque. Les membres du Panel sont unis autour de notre engagement à gérer durablement l'intégralité de nos eaux nationales d'ici 2025. »

« À l'heure où nous cherchons déjà à nous rétablir de la pandémie sans précédent de COVID-19, nous comprenons à quel point nous sommes vulnérables face aux chocs financiers et aux crises sanitaires », a déclaré **Tommy Remengesau Jr., Président des Palaos et co-président du Panel**. « Nous avons plus que jamais besoin de l'océan pour favoriser une reprise durable à long terme. L'océan est notre passé, notre présent et notre avenir. Nous n'avons pas à choisir entre la protection et la production des océans ; nous pouvons avoir les deux dans un avenir sain, prospère et équitable si nous gérons correctement notre impact sur les océans. Le Panel appelle tous les chefs des états océaniques et côtiers à se joindre à nous et à concrétiser notre objectif de 100 %. »

Un océan sain est essentiel pour tout le monde. Plus de trois milliards de personnes comptent chaque jour sur la nourriture issue de l'océan. L'océan couvre 70 % de la planète et contribue au transport d'au moins 90 % des marchandises. Un océan sain contribue chaque année à hauteur de 1,5 billion de dollars à l'économie mondiale et à des millions d'emplois dans les secteurs de la pêche, du tourisme, des transports et autres. L'océan fournit de la nourriture, de l'énergie et des médicaments. L'océan est source de loisirs, de découverte, d'identité et de culture pour des milliards de personnes. L'océan stabilise également le climat en absorbant environ un quart des émissions de CO₂ et en produisant la moitié de l'oxygène dans le monde. Pour protéger cette ressource vitale et en tirer les avantages, le monde doit passer à une économie océanique durable.

À titre d'exemple, les pays du Panel se sont chacun engagés à mettre en place un Plan océanique durable d'ici 2025. Le Panel océanique soutient également un objectif mondial de protection de 30% de l'océan d'ici à 2030, où la contribution de chaque pays dépendra des circonstances nationales. Outre l'engagement de 100 %, il existe 74 actions prioritaires détaillées dans les [Transformations](#) qui ont permis d'obtenir le consensus des 14 pays. Les recommandations se concentrent sur cinq domaines essentiels : la richesse des océans, la santé des océans, l'équité maritime, la connaissance des océans et l'économie océanique. Elles indiquent la position dans laquelle devrait se trouver le monde lors de la prochaine décennie, lorsque la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable et l'Agenda 2030 de développement durable arriveront à échéance. Le Panel s'engage à mener à bien ces actions d'ici 2030 ou plus tôt.

Les recommandations audacieuses, mais pragmatiques, du Panel sont étayées par une base de connaissances scientifiques sans précédent sur l'action, notamment 20 rapports et articles de fond commandés. Le nouveau rapport publié aujourd'hui, [Ocean Solutions that Benefit People, Nature and the Economy](#), cherche à définir une nouvelle relation entre l'humanité et l'océan, basée sur des solutions. Le rapport conclut qu'il est possible et bénéfique de construire une économie océanique durable, mais qu'elle ne verra pas le jour si les affaires continuent à être gérées de la même façon. L'article identifie cinq voies clés pour réaliser la transition.

« L'océan n'est ni trop grand pour qu'on échoue, ni trop grand pour qu'on le guérisse, mais il est certainement trop grand et au cœur de notre avenir pour qu'on l'ignore. L'océan recèle un potentiel inexploité pour fournir de vraies solutions aux problèmes mondiaux urgents, des changements climatiques, et de la sécurité alimentaire à la perte de biodiversité, et aux inégalités », a déclaré **Jane Lubchenco, PhD., professeure émérite à l'Oregon State**



HIGH LEVEL PANEL for
**A SUSTAINABLE
OCEAN ECONOMY**

University et coprésidente du Groupe d'experts sur les océans. « Les engagements du groupe sur les océans sont exactement ce dont nous avons besoin pour commencer à équilibrer nos relations avec l'océan, grâce à une protection efficace, une production durable, et une prospérité équitable. Nous pouvons utiliser l'océan à bon escient plutôt que de l'épuiser, mais seulement si nous prenons au sérieux notre action. Les 14 pays du groupe sur les océans écoutent la science, apprennent les uns des autres, et travaillent ensemble. C'est une combinaison puissante. Si leurs engagements historiques sont mis en œuvre, les succès qui en découleront se transformeront en une vague d'actions judicieuses de la part d'autres acteurs clés, permettant ainsi aux peuples, à la nature, et à l'économie de prospérer ».

Alors que le monde cherche à se remettre de la pandémie de COVID-19 et de ses retombées économiques, l'océan peut apporter un soulagement économique et renforcer les communautés. Les études du Panel montrent qu'un [océan plus sain est un investissement intelligent](#) : chaque dollar investi dans des solutions océaniques durables peut générer au moins 5 dollars de bénéfices, notamment des bénéfices sociaux, sanitaires, économiques et environnementaux. Un autre article commandé par le Panel révèle que [l'inclusion de l'économie océanique dans les mesures de reprise](#) et de relance, en particulier en raison des impacts dévastateurs de la pandémie sur les travailleurs et les secteurs côtiers, aurait des avantages considérables. L'étude identifie des opportunités immédiates de relance bleue qui peuvent créer des emplois, apporter un soulagement économique et pousser l'économie vers la résilience et la durabilité.

« Nous avons besoin d'une meilleure gestion et d'une utilisation durable des ressources de l'océan pour favoriser non seulement une reprise verte, mais aussi bleue après la pandémie de COVID-19 », a déclaré **António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies**. « Je félicite les 14 chefs d'État et de gouvernement du groupe sur les océans, qui ont convenu que, d'ici 2025, leurs pays géreront durablement toute la zone océanique sous leur juridiction nationale, guidés par des stratégies océaniques durables ».

Des efforts sont déjà en cours pour accélérer, faire évoluer et financer le nouveau programme d'action océanique. Cela inclut des coalitions multipartites axées sur les énergies renouvelables océaniques, la responsabilité redditionnelle maritime, la décarbonisation maritime, le tourisme et la nourriture bleue. La coalition Ocean Renewable Energy Action Coalition (OREAC), la première coalition publique, a publié aujourd'hui le rapport *Power of Our Ocean* pour soutenir les gouvernements du monde entier dans le développement des énergies renouvelables basées sur l'océan.

Le Panel a collaboré avec un réseau consultatif composé de plus de 135 organisations du secteur privé, d'ONG et intergouvernementales dans 35 pays pour faire progresser l'action à travers leurs propres institutions et réseaux. Le travail du Panel est également soutenu par un Secrétariat basé à l'Institut des Ressources Mondiales, un Groupe d'experts composé de plus de 70 scientifiques et experts de premier plan issus de 26 pays, et par l'Envoyé spécial pour les océans du Secrétaire général des Nations Unies.

Aujourd'hui, le Panel a également lancé la campagne «Give It 100 %» pour galvaniser l'élan autour de l'objectif de 100 %. À partir du 3 décembre, les pays du Panel accueilleront une série d'événements de lancement nationaux pour développer une volonté politique mondiale autour de leurs engagements. Des Fidji au Mexique, les pays partageront leurs plans spécifiques, discuteront des actions prioritaires et exploreront ce que signifie se consacrer à 100 % (Give It 100 %) pour leurs pays, leurs populations et la planète. La professeure Lubchenco ouvrira également les [Dialogues sur le climat océanique de la CCNUCC](#) le même jour. Suivez les débats sur Twitter avec [@OceanPanel](#), #OceanAction100 et #SustainableOceanEconomy.



HIGH LEVEL PANEL for
**A SUSTAINABLE
OCEAN ECONOMY**

Lire le document *Transformations for a Sustainable Ocean Economy : A Vision for Protection, Production and Prosperity* : <http://oceanpanel.org/ocean-action/files/transformations-sustainable-ocean-economy-fr.pdf>.

Lire le rapport *Ocean Solutions that Benefit People, Nature and the Economy* : <https://oceanpanel.org/ocean-action/people-nature-economy-report.html>.

À propos du Panel de haut niveau sur la construction d'une économie maritime durable

Les membres du Panel de haut niveau sur la construction d'une économie océanique durable (le Panel) dirigent des pays aux perspectives maritimes, économiques et politiques très diverses. Motivé par un engagement en faveur d'un partenariat, d'un partage des connaissances et d'une politique fondée sur la science, le Panel vise à faire progresser les valeurs sous-jacentes d'une économie océanique durable : protection efficace, production durable et prospérité équitable. www.oceanpanel.org et [@OceanPanel](https://twitter.com/OceanPanel)

CITATIONS

Scott Morrison, Premier ministre du Australie

« Les Australiens ont toujours eu un lien profond avec l'océan. Il fait partie intégrante de ce que nous sommes : notre culture, nos vies et nos moyens de subsistance. Nombre de nos industries les plus importantes sont basées sur l'océan, notamment la pêche, le commerce, le tourisme et les loisirs. L'Australie investit dans des solutions pratiques aux défis auxquels sont confrontés nos océans, afin de protéger nos précieux écosystèmes marins et côtiers, tels que la Grande barrière de corail. »

« L'océan nous relie à notre famille du Pacifique. C'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec nos voisins de la région indo-pacifique pour préserver un océan sain et productif en réduisant la pollution due aux déchets plastiques, en combattant la pêche illégale et en protégeant nos récifs coralliens et nos mangroves. Lorsque je rencontre les enfants des écoles en Australie, c'est de la pollution qui détruit nos océans dont ils me parlent. Avec les dirigeants du Panel, nous nous engageons à gérer durablement 100 % de nos zones maritimes d'ici 2025 et nous encourageons d'autres dirigeants internationaux à nous rejoindre. »

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada

« Qu'il s'agisse de l'Atlantique, du Pacifique ou de l'Arctique, nos océans sont au cœur de nombreuses communautés canadiennes. Au Canada, où le littoral est le plus long au monde, nous savons que notre économie et notre bien-être sont étroitement liés à la santé de nos océans. Nous savons aussi que c'est à nous de les protéger. C'est pourquoi nous sommes déterminés à travailler avec les dirigeants internationaux du groupe d'experts sur les océans et à élaborer une stratégie exhaustive relative à l'économie bleue. Nous demandons également à d'autres dirigeants étrangers et partenaires de nous aider à concrétiser nos objectifs. Ensemble, nous pouvons rétablir la santé de nos océans de manière durable, bâtir des économies bleues plus fortes et plus résilientes et créer un avenir plus sain, plus propre et plus prospère pour les générations d'aujourd'hui et de demain. »



HIGH LEVEL PANEL for
**A SUSTAINABLE
OCEAN ECONOMY**

Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président du Ghana

« La valeur des actifs maritimes clés à l'échelle mondiale est estimée à 24 billions de dollars. Pourtant, les activités humaines continuent de représenter une grande menace pour l'océan et notre propre existence. Le développement durable de l'océan et de ses ressources dépend des mesures que nous prenons aujourd'hui. Avec un littoral d'environ 550 km, le Ghana est bien positionné pour bénéficier des ressources maritimes mondiales si elles sont gérées de manière durable. Cela nécessite une approche holistique de la gestion des ressources côtières et maritimes pour répondre aux demandes actuelles, sans compromettre les besoins futurs en développement. Le Ghana s'est donc engagé à développer un Plan maritime durable pour gérer durablement 100 % de nos eaux nationales d'ici 2025 et nous exhortons tous les États côtiers à s'engager à faire de même d'ici 2030. »

Andrew Holness, Premier ministre de la Jamaïque

« La Jamaïque a un lien inextricable avec l'océan. Le littoral de la Jamaïque s'étend sur environ 1 022 km et comprend un éventail d'écosystèmes, notamment des récifs coralliens, des herbiers marins, des mangroves et des terres marécageuses. Ces systèmes protègent le littoral (y compris les plages) et, surtout, fournissent un habitat à plusieurs espèces de poissons et à d'autres espèces marines. La richesse de notre capital océanique doit être gérée de manière durable, afin d'assurer la productivité et la diversification au profit des populations et des communautés dont les moyens de subsistance en dépendent, ainsi que pour le bien d'une planète saine. La Jamaïque s'est engagée à faire sa part dans la gestion durable des océans pour atteindre l'objectif de 100%. »

Yoshihide Suga, Premier ministre du Japon

« Notre avenir est intrinsèquement lié à notre océan. Entouré d'océans de tous les côtés, le Japon a compétence sur l'une des plus grandes zones océaniques au monde, ce qui correspond à environ douze fois la superficie totale du pays. Le Japon s'engage à gérer durablement 100 % de ses eaux nationales, afin que nos générations futures puissent bénéficier de nos ressources maritimes abondantes. En tant que gage de notre mission visant à lutter contre le problème des déchets plastiques maritimes, nous cherchons à promouvoir à l'échelle mondiale des mesures qui suivent la « Vision Océan Bleu d'Osaka », qui vise à réduire à zéro d'ici 2050 la pollution supplémentaire due aux déchets plastiques maritimes. Notre Plan de base pour la politique maritime, équivalent au Plan maritime durable, sert de boussole indispensable à notre navigation vers une économie maritime durable. Nous sommes impatients de construire ensemble une économie maritime durable en déployant des mesures telles que le Plan maritime durable. »

Uhuru Kenyatta, Président du Kenya

« Nos institutions pivotent vers l'océan - pour nourrir nos gens, créer des emplois et bâtir une gamme d'entreprises. Nous offrons des opportunités innovantes aux jeunes, aux femmes et aux hommes, de la petite culture d'algues au tourisme durable. Nous reconnaissons que nous devons exploiter les ressources océaniques de manière responsable et nous nous engageons à gérer durablement 100% de la zone océanique sous juridiction nationale. Guidés par la stratégie de l'Union africaine pour l'économie bleue, nous marcherons main dans la main avec d'autres pays africains pour faire en sorte que l'océan devienne un contributeur important à la transformation continentale pour les générations à venir. »



HIGH LEVEL PANEL for
**A SUSTAINABLE
OCEAN ECONOMY**

Andrés Manuel López Obrador, Président du Mexique

« Pour notre pays, une économie océanique durable est nécessaire pour atteindre un objectif supérieur : le bien-être général de la population. Promouvoir cet objectif signifie avant tout donner la priorité aux communautés locales, en s'assurant que l'océan continue d'être une source de bien-être pour tous les hommes et toutes les femmes. L'océan doit être au cœur de la transformation du Mexique, où protection, production et prospérité vont de pair. La protection de l'océan et son utilisation durable ne sont pas seulement une condition nécessaire pour garantir la prospérité économique mondiale, mais aussi un impératif moral pour nous assurer de ne laisser personne de côté et de ne laisser personne de côté. »

Hage G. Geingob, Président de la Namibie

« La menace que représente le changement climatique pour l'océan est un défi courant qui nécessite une action collective. À cet égard, la Namibie s'est engagée à gérer durablement les océans grâce à une approche intégrée qui réduit l'empreinte carbone et l'impact des industries maritimes. En outre, la Namibie s'engage à protéger les habitats marins et côtiers, tout en assurant une distribution équitable des ressources maritimes. En tant que sources d'alimentation et d'emploi, nos écosystèmes marins et côtiers font partie intégrante de notre programme économique et de développement. Par conséquent, nous nous associons à la communauté mondiale pour créer la voie vers un avenir à faible émission de carbone et résistant au climat qui garantisse un océan sain et le bien-être humain. »

Erna Solberg, Première ministre de la Norvège

« La Norvège adopte une approche à 100 % dans la gestion durable de ses zones maritimes et rejoint le premier groupe de pays à développer un Plan maritime durable d'ici 2025. Pour ce faire, le gouvernement norvégien présentera au Parlement norvégien, tous les quatre ans, un plan intégré de gestion des océans sous la forme d'un nouveau livre blanc couvrant l'ensemble de notre zone maritime. Le prochain plan sera dû en 2024. Nous sommes prêts à coopérer avec d'autres membres du Panel et d'autres pays pour soutenir l'approche à 100 % et atteindre protection, production et prospérité. »

Tommy Remengesau, Jr., Président des Palaos

« Un Plan Océan Durable définira le cadre de notre avenir à mesure que nous travaillons à la mise en œuvre initiale du Palau National Marine Sanctuary, et commençons à développer un secteur national de pêche artisanale. Il identifiera nos besoins et opportunités et guidera le développement de nos partenariats pour accompagner notre développement durable. Trouver le bon équilibre entre la protection et la production ne se fera pas par accident : c'est quelque chose que nous devons activement planifier, et pour vivre à la hauteur de nos traditions et de notre patrimoine océaniques. »

António Costa, Premier ministre du Portugal

« Alors que le monde fait face à une crise climatique, sanitaire et économique, le Portugal s'engage pour une reprise économique bleue et pour la gestion 100% durable de notre océan, en reliant la santé, la richesse et la justice sociale. »